



Date de dépôt : 25 novembre 2025

Rapport

de la commission de l'énergie et des Services industriels de Genève chargée d'étudier le projet de loi du Conseil d'Etat approuvant les budgets d'exploitation et d'investissement des Services industriels de Genève pour l'année 2026

Rapport de Philippe de Rougemont (page 3)

Projet de loi (13705-A)

approuvant les budgets d'exploitation et d'investissement des Services industriels de Genève pour l'année 2026

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Budget d'exploitation

Le budget d'exploitation 2026 des Services industriels de Genève est approuvé
conformément aux chiffres suivants :

- | | |
|--------------------------|--------------------------|
| a) total des produits : | 1 133 millions de francs |
| b) total des charges : | 1 120 millions de francs |
| c) résultat de gestion : | 13 millions de francs |

Art. 2 Budget d'investissement

Le budget d'investissement 2026 des Services industriels de Genève, s'élevant
à 340 millions de francs, est approuvé.

Rapport de Philippe de Rougemont

La commission de l'énergie et des Services industriels de Genève a étudié le projet de loi susvisé lors de sa séance du 14 novembre 2025, sous la présidence de M. Christian Flury.

Le procès-verbal de cette séance a été rédigé par M. Anthony Chevenard. Nous remercions ces personnes du soutien apporté au travail de la commission.

Table des matières

1. Introduction 3

2. Présentation de M^{me} Véronique Athané Ryser, directrice générale, SIG, de M^{me} Céline Gauderlot, directrice exécutive finances, SIG, et de M. Robert Cramer, président du conseil d'administration, SIG 4

3. Questions des commissaires 8

4. Vote sur le PL 22

1. Introduction

Le projet de loi concerne le budget annuel 2026 de SIG. La capacité d'autofinancement des SIG est en baisse, en raison de la diminution des tarifs du gaz et de l'électricité, en raison aussi de la diminution des ventes, diminution imposée par la loi pour prémunir le canton de pénuries (guerre en Ukraine) et pour atteindre les objectifs fédéraux et cantonaux de transition énergétique. Les investissements sont en hausse, avec les réseaux thermiques structurants en construction et la réfection des infrastructures (incinérateur de déchets, épuration des eaux, etc.), ce qui entraîne une augmentation de l'endettement à la fin de 2026 (750 millions contre 550 millions pour le réel 2024). Le résultat financier prévu pour la fin 2026 est de + 13 millions de francs. C'est très peu sur un budget total de 1,133 milliard de francs. La commission a approuvé le budget par 13 voix, une abstention LJS et 2 refus UDC.

2. Présentation de M^{me} Véronique Athané Ryser, directrice générale, SIG, de M^{me} Céline Gauderlot, directrice exécutive finances, SIG, et de M. Robert Cramer, président du conseil d'administration, SIG

Se reporter à la présentation graphique du budget 2026 des SIG (à la fin de ce rapport) auxquels les auditionnés font référence ici.

Produits

M^{me} Gauderlot souligne une baisse importante du chiffre d'affaires global entre 2024 et 2026, passant de 1,256 milliard à 1,133 milliard, dont la majeure partie est liée au bloc énergie (vs eau).

En 2026, les ventes d'énergie s'élèvent à 557 millions, réparties entre électricité et gaz, qui affichent une chute très nette :

- Pour l'électricité : le chiffre d'affaires diminue d'environ 100 millions entre les chiffres 2024 et le budget 2026. Cette perte se répartit comme suit :
 - une baisse d'environ 60 millions chez les clients en offre de marché, principalement due à un effet prix ;
 - une baisse d'environ 30 millions chez les clients régulés, liée à deux baisses tarifaires (-2 centimes en 2025 et -1 centime prévu en 2026).
- Pour le gaz : la perte s'élève à un peu plus de 50 millions, également attribuée à un effet prix, la tarification du gaz ayant été réduite d'environ -2 centimes à compter du 1^{er} octobre 2025, impactant partiellement 2025 et pleinement l'exercice 2026.

M^{me} Gauderlot rappelle que les revenus et coûts de l'électricité sont continuellement reportés dans un fonds de péréquation pluriannuel (FPPA). Le solde du FPPA au 31 décembre 2024 était relativement important et sera donc restitué en deux temps, par une baisse tarifaire en 2025, puis une autre dès le 1^{er} janvier 2026). Elle rappelle que la Commission fédérale de l'énergie impose de rendre ce FPPA sur trois ans au maximum, ce qui conduira à un résultat de vente d'électricité négatif pour les clients régulés en 2026.

M^{me} Gauderlot relève que les produits associés aux RTS restent stables, avec une légère hausse entre 2024 et 2026. Malgré une diminution de la consommation énergétique par habitant, le raccordement progressif de nouveaux clients augmente les volumes distribués de 383 GWh à 482 GWh entre 2024 et 2026.

Enfin, on relève une forte réduction de la consommation de gaz, passant de 2,5 TWh (budget 2025) à 2,3 TWh (budget 2026), tendance déjà en place dès 2022 et 2023, de façon continue.

Achats d'énergie

On observe un retour des marchés du gaz et de l'électricité à une situation quasiment pré-crise.

Concernant les achats d'électricité, elle signale une réduction de 80 millions entre 2024 et 2026, avec un effet prix d'environ -100 millions compensé par un léger effet de volume. Le coût moyen de l'électron acheté a ainsi baissé de près de 30% par rapport à 2024. Pour le gaz, le coût moyen d'approvisionnement a diminué d'environ 25% entre 2024 et 2026.

M^{me} Gauderlot fait remarquer que les SIG reflètent dans leurs achats d'électricité les effets des ordonnances de la loi sur l'électricité « Mantelerlass », qui entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2026. Ces ordonnances séparent notamment les portefeuilles d'approvisionnement des clients en offre de marché des clients régulés. Le budget 2026 a été donc construit en tenant compte de ces ordonnances.

En ce qui concerne les achats de transport d'électricité très haute tension auprès de Swissgrid, ils connaissent une forte baisse entre 2024 et 2026, reflétant des conditions de marché également plus favorables pour Swissgrid qui répercute celles-ci sur les tarifs appliqués aux distributeurs sur le réseau.

A propos de la position des SIG quant à la production propre vis-à-vis des achats et contrats à long terme, dans le budget 2026, 20% de l'approvisionnement en électricité provient de la production propre des SIG (barrages, usine des Cheneviers, installations solaires SIG). Les contrats à long terme représentent 15% du volume, dont 9% avec la Société des Forces Motrices de Chancy-Pougny (SFMCP). Quant à la contribution des autoproducteurs solaires, elle reste limitée à 2% des volumes d'approvisionnement, mais est amenée à croître avec le temps.

Charges d'exploitation

M^{me} Gauderlot indique que la décomposition des charges d'exploitation montre une hausse en 2026 à 442 millions contre 415 millions en 2024. Elle décrit la ventilation entre : traitement de base et charges sociales ; autres charges de personnel (formation, contribution à la crèche de Vernier, prime variable sur les résultats et divers éléments isolés des traitements de base et charges sociales) ; puis le bloc des « autres charges d'exploitation ». Elle précise que l'augmentation des charges d'exploitation entre 2024 et 2026 provient essentiellement des traitements de base et des charges sociales, à hauteur de 20 millions supplémentaires, dont l'essentiel résulte de l'accroissement des effectifs, de 1608 EPT en 2024 à 1700 EPT prévu pour le budget 2026, soit une hausse de 70 EPT par rapport à 2025, qui est due

principalement au renforcement des ressources allouées au déploiement des RTS.

Le second facteur d'augmentation provient des internalisations mentionnées par M. Cramer, notamment au site des Cheneviers, ainsi que de la mise en œuvre des ordonnances du Mantelerlass, introduisant de nouvelles modalités de facturation et de consommation, ce qui nécessite des ressources supplémentaires.

M^{me} Gauderlot ajoute enfin une précision : dans le bilan social de l'Etat de Genève, le salaire moyen est calculé uniquement sur la base du traitement de base, et non sur le traitement de base additionné des charges sociales. Par conséquent, le ratio présenté dans le bilan social n'est pas comparable avec celui des SIG.

Redevances et incitations versées par les SIG

M^{me} Gauderlot indique que les redevances et incitations versées par les SIG restent stables entre le réel 2024 et les budgets 2025 et 2026, à hauteur d'environ 90 millions de francs. Cette somme se répartit entre la part fédérale et la part cantonale. Le montant total versé aux propriétaires de l'entreprise, incluant une part importante de la redevance d'utilisation du domaine public, s'élève à 44 millions d'euros en 2026.

Investissements – synthèse

M^{me} Gauderlot explique que, pour 2026, le budget d'investissements s'élève à 340 millions au total. La ventilation se présente comme pour les produits : une part dédiée à l'énergie, une autre au réseau, avec sur le haut du graphique un bloc en tête réservé aux projets en partenariat, ainsi que plusieurs autres investissements, notamment dans l'informatique, le bâtiment et les véhicules. Elle signale la présence d'une ligne négative, en rouge, qui reflète des ajustements liés aux aléas : retards liés à des recours, reports de chantiers, etc. Ces corrections permettent de rester réaliste tout en conservant une ambition forte pour les projets des SIG. Ainsi, les postes positifs représentent l'ambition des SIG, tandis que le petit bloc rouge traduit le « retour à la réalité », c'est-à-dire la prise en compte de l'écosystème qui entoure les SIG. Cela donne en résumé un montant total d'investissement de 340 millions que les SIG estiment réalisable et qu'ils devront financer pour 2026, en mettant tout en œuvre pour que les chefs de projet et maîtres d'ouvrage atteignent les objectifs de déploiement, notamment ceux relatifs aux RTS.

Investissements – énergies (hors déchets)

Le détail des investissements de la partie énergie (hors déchets) présente un bloc important dédié aux RTS, avec 143 millions prévus pour 2026, répartis à parts égales entre GeniTerre et GeniLac. Le solaire bénéficie de 5 millions, ce qui correspond à 3,6 MWe d'installation par les SIG, qui poursuivent leur trajectoire 2030 en matière de capacité solaire installée de façon globale dans le canton. Elle relève que la part de production augmente plus rapidement que la part installée par les SIG, en raison notamment de la disponibilité des surfaces de toits. Ainsi, la part attribuée aux SIG a été légèrement réduite pour refléter ce qui est réellement réalisable aujourd'hui. La part des autoproducteurs reste conséquente et leur contribution devrait croître, compte tenu des votations récentes.

Investissements – réseaux

M^{me} Gauderlot indique que les investissements prévus pour les réseaux s'élèvent à 152 millions en 2026. 46 millions sont alloués à l'électricité, dont 24 millions destinés au renforcement du réseau et aux travaux sur les ouvrages, notamment le chantier de Fortail prévu pour 2026. Concernant les eaux usées, le budget s'élève à 42 millions, dont 35 millions pour la STEP d'Aïre. Enfin, la partie en violet sur le graphique représente les autres réseaux et comprend une enveloppe de 22 millions, consacrée surtout aux compteurs intelligents. L'obligation de déployer 80% des compteurs intelligents d'ici à la fin 2027 implique, pour 2026, le déploiement de 75 000 compteurs, incluant l'installation ainsi que les éléments du système de communication.

Financement – évolution de la dette brute

M^{me} Gauderlot rappelle que la contraction des résultats d'exploitation et des baisses tarifaires, combinée à l'augmentation des charges, oblige les SIG à s'endetter davantage. La planche présente la dette brute, ventilée en trois parties : les emprunts contractés avant 2015 (en gris foncé), dont certains remontent à l'acquisition des Cheneviers et des stations d'épuration, emprunts levés en 2008-2009 qui sont chers et de longue durée ; les emprunts levés entre 2022 et 2024 (gris moyen) ; ainsi que les 240 millions supplémentaires prévus pour 2025 (gris clair). Au total, 450 millions ont été levés entre 2022 et 2025 à un taux moyen d'environ 1% pour une durée moyenne de seize ans, offrant ainsi des conditions plus favorables.

Pour 2026, la projection indique un besoin de contractualisation d'emprunts à hauteur de 140 millions. Cela nécessitera une nouvelle autorisation de la part du Conseil d'Etat, car la limite actuelle de la LSIG

autorise les SIG à lever un montant maximal de 5 millions, ce qui sera insuffisant pour couvrir les besoins en 2026.

3. Questions des commissaires

Un commissaire (Ve) retient de la présentation des SIG des tendances lourdes qui pourraient se maintenir sur les dix ou vingt prochaines années : les besoins de chauffage diminuent, entraînant une baisse des ventes ; le comportement des consommateurs évolue sous l'effet de la task-force énergie et éco21 ; les tarifs baissent, le solaire en autoconsommation se développe, et les investissements réalisés aujourd'hui devront s'équilibrer sur plusieurs décennies, durant lesquels les consommateurs devront payer ce chauffage fourni par les réseaux. Il se demande si, devant ces projections et tendances sur dix ou vingt ans, le modèle d'affaires actuel des SIG est assez robuste ou s'il y a des éléments à changer en termes de tarification, par exemple.

M. Cramer concède qu'il est toujours difficile de prévoir l'avenir, mais il identifie les éléments de réponse suivants : premièrement, dans le cadre des modèles de financement et de la tarification liés au déploiement du réseau de chauffage à distance, les SIG ont désormais intégré des ventes de chaleur en baisse, les températures étant plus élevées depuis trois ans déjà. Il n'est pas encore possible de savoir jusqu'où cette tendance se poursuivra, mais M. Cramer souligne que tant que les habitations ne seront pas raccordées au réseau, les SIG ne généreront pas de revenus. Il est donc impératif de respecter les budgets et les délais pour raccorder rapidement et permettre l'autofinancement du réseau.

En ce qui concerne la tarification des RTS, les SIG visent à établir un « juste prix » de façon à éviter que les générations futures ne doivent payer la note. Il ajoute enfin que, d'un point de vue stratégique, les SIG envisagent d'utiliser le même réseau pour distribuer du froid, puisque le réchauffement climatique réduira les besoins de chaleur et augmentera ceux de rafraîchissement. Les SIG réfléchissent donc à la viabilité technique, aux conditions requises et aux coûts d'un tel système. Les appartements équipés d'un chauffage au sol seraient plus simples à adapter, tandis que les petits radiateurs poseraient des problèmes de coût et d'efficacité, puisqu'il reviendrait trop cher d'y faire circuler du froid à 10 °C. M. Cramer souligne que les logements disposant de grandes surfaces de chauffage/refroidissement pourraient bénéficier de cette solution, et que, même si tous les bâtiments ne pourront pas être équipés, il serait intéressant d'explorer cette piste comme relai de croissance et comme nouvelle prestation pour les logements modernes ou rénovés.

M^{me} Athané Ryser ajoute que, du côté de l'électricité et de l'électrification de la société, personne ne peut prédire avec précision l'évolution du marché. En revanche, il est certain que la demande en électricité ne diminuera pas. Toute la transition énergétique repose sur une consommation accrue d'électricité due à l'électrification des usages. Cela nécessitera d'investir massivement dans le réseau, de le renforcer et d'y intégrer davantage d'intelligence, avec plus d'agilité, plus de flexibilité, afin de gérer l'intermittence des nouvelles sources d'énergie.

Le commissaire relève néanmoins que, durant ces dernières années, l'électrification des transports ou du chauffage est une tendance déjà existante, mais que la consommation diminue malgré tout d'année en année.

M^{me} Athané Ryser estime qu'il y a un effet de seuil. Jusqu'à récemment, les SIG pensaient que les économies réalisées grâce à éco21 pourraient compenser l'électrification des usages. Les dernières analyses le démontrent, et éco21 permet de compenser à hauteur de 20% ou 30%, indiquant clairement une accélération des demandes et des besoins. Par contre, les data centers et l'intelligence artificielle, pour lesquels Genève se veut attractive, n'étaient pas du tout pris en compte dans les analyses il y a quelques années, ce qui pose aujourd'hui des défis concernant le réseau, qui atteint très vite ses limites avec un ou deux data centers.

M^{me} Gauderlot complète en expliquant que la chaleur injectée aujourd'hui dans les RTS provient essentiellement des Cheneviers, qui est l'ouvrage de production non fossile existant. Elle précise que d'autres ouvrages de production sont en cours de développement et affirme que, lorsque la station de pompage du Vengeron ou plusieurs stations d'échange seront exploitées, la consommation d'électricité des RTS augmentera de façon notable et elle devrait s'amplifier au cours des trente prochaines années. M^{me} Gauderlot ajoute que, pour l'électromobilité, un tassement se produit au niveau du nombre de voitures électriques dans le canton de Genève. En fonction des points de recharge qui seront déployés et de la croissance du parc de véhicules électriques, la demande en électricité augmentera, même s'il s'agit là d'éléments exogènes sur lesquels les SIG n'ont pas la maîtrise.

M. Cramer estime que, du point de vue de l'entreprise, il serait irresponsable de ne pas anticiper ces enjeux. Il souligne que le fait d'avoir un réseau robuste est très coûteux.

Le commissaire revient sur les data centers et mentionne celui d'Infomaniak, qui permet de réinjecter de la chaleur dans le réseau. Il demande si c'est anecdotique ou intéressant en termes de source de chaleur.

M. Cramer répond que ce n'est pas anecdotique, car ce data center permet de fournir de la chaleur à des centaines de personnes.

M^{me} Athané Ryser précise que le but n'est toutefois pas de faire des data centers pour créer de la chaleur. Elle ajoute qu'il s'agit d'un projet pilote, ce qui occasionne un coût de production très élevé, mais si le projet devait passer à l'échelle industrielle, cela pourrait déboucher sur un tarif plus abordable. Elle insiste sur le fait que la première question que se posent les SIG c'est la demande en électricité des data centers.

Un commissaire (UDC) fait remarquer que le taux d'endettement, toute proportion gardée, est le même que celui d'EDF, que les produits sont en baisse, mais que la masse salariale augmente, avec une part des coûts de personnel passant de 22 à 27% en trois ans, il note qu'il n'a pas été fait mention de l'indexation et il se demande donc combien celle-ci représente. Il précise que l'Etat de Genève économisera environ 50 000 francs par collaborateur sur les quatre prochaines années. Il s'agit d'un effort conséquent consenti par ses employés, en regard duquel il s'interroge sur le maintien de conditions salariales aussi avantageuses au sein des SIG.

En ce qui concerne la dette, il note que le taux d'emprunt était de 1% pour les levées récentes, mais il se demande quel est son coût dans le budget. Au sujet des accords institutionnels avec l'Union européenne (UE), il lit dans l'annexe au budget 2026 que « ce nouveau cadre impliquera notamment une séparation juridique du réseau électrique » et il demande en conséquence quelles seront les conséquences de l'ouverture du marché. Enfin, de façon plus anecdotique, il souhaiterait connaître la part d'énergie nécessaire à la fourniture de 1 m³ d'eau.

M. Cramer répond que la situation actuelle était déjà anticipée par ses prédécesseurs. Il y a une dizaine d'années, les SIG présentaient un endettement d'environ un milliard de francs, qui a été ramené à moins de 500 millions grâce à dix années de remboursement et au ralentissement de certains projets. Aujourd'hui, l'entreprise entre à nouveau dans une phase d'investissement massif, avec d'ici deux ou trois ans un endettement qui dépassera de nouveau le milliard, chiffre qui avait déjà été intégré dans les planifications il y a quatre ou cinq ans et qui devra être remboursé. Tout cela reste maîtrisable à condition de le gérer avec rigueur. Il ajoute que si les SIG souhaitaient vendre la chaleur à plus bas prix, l'endettement augmenterait.

Concernant les salaires, M. Cramer précise que les SIG ne sont pas l'Etat et ne fonctionnent pas avec des annuités indexées. Chaque année, une négociation permet de fixer la rémunération pour l'exercice suivant, un système lié à la performance de l'entreprise et à celle des services. Le budget

salarial de 2026 s'élève à 1,2 milliard, mais ce montant n'est pas garanti, puisqu'il dépend des résultats des investissements et des performances réalisées. Enfin, soulignant que la masse salariale augmentera inévitablement avec les nouveaux recrutements, il conclut sur le fait que le système de rémunération se rapproche plus de celui du secteur privé que de celui de l'Etat.

M^{me} Gauderlot, sur la question de la dette, indique que dans la présentation figure le ratio dette nette / EBITDA, qui mesure le nombre d'années de résultats d'exploitation nécessaires aux SIG pour rembourser sa dette en 2026. Ce ratio s'établit à 3,5 années, ce qui reste relativement bas. Les SIG bénéficient aujourd'hui d'une notation A, qui reflète justement la solidité de ses ratios d'endettement. Les SIG ont déjà démontré leur capacité à se désendetter, puisque la dette était d'environ un milliard de francs à la fin de 2014 et était tombée à 400 millions en 2022. Elle précise enfin que le taux d'intérêt de la dette prévue pour 2026 est de 1,25% et elle se charge de retrouver le coût de la dette, pendant que M^{me} Athané Ryser lui répond au sujet des accords avec l'UE.

M^{me} Athané Ryser explique que le principal avantage des accords bilatéraux avec l'UE est un accès égal et mutuel aux plateformes européennes d'échange d'électricité, ce qui garantit la sécurité d'approvisionnement en hiver et permet un équilibrage du réseau à plus grande échelle. Swissgrid soutient fortement cet accord, car actuellement elle ne participe pas aux tables de négociation et ne peut que réagir aux flux traversant le pays. L'accord offrirait également aux producteurs suisses la possibilité de vendre leur électricité sur les marchés européens.

Elle souligne néanmoins que cet accord entraîne des contraintes importantes pour les gestionnaires de réseaux de distribution. Ceux qui ont plus de 100 000 consommateurs finaux, environ une quinzaine de sociétés en Suisse, devront procéder à un « unbundling » complet : c'est-à-dire non seulement une séparation comptable entre activité réseau et approvisionnement/vente, mais aussi une séparation juridique en deux entités distinctes, l'une gérant le réseau en monopole, l'autre assurant la vente et l'approvisionnement. Les deux entités pourront rester sous une même propriété étatique, mais elles devront disposer de gouvernances séparées, de comités de direction distincts, ce qui impliquerait une duplication de ressources.

M^{me} Athané Ryser souligne que cette libéralisation signifierait par ailleurs que tout consommateur final pourra choisir son fournisseur d'électricité, plaçant les SIG en concurrence directe avec d'autres fournisseurs européens. Les SIG devront toutefois continuer à assurer un approvisionnement de base à un prix régulé, et seront obligés d'accepter les clients qui souhaitent rester dans ce cadre. Cette concurrence sur les tarifs et la qualité de l'énergie au niveau

européen créerait un risque de ralentissement des investissements locaux dans la transition énergétique, puisque par exemple un projet hydroélectrique en Suisse produirait une électricité qui ne serait plus compétitive face à des offres extérieures, ce qui pourrait donc décourager les investissements locaux et réduire les incitations financières pour les clients à privilégier l'énergie locale et renouvelable.

M. Cramer précise que, si cette libéralisation du marché, hypothétique, devait se réaliser, elle interviendrait dans trois ou quatre ans. Ce n'est donc pas un scénario pris en compte pour le budget 2026. Il ajoute par ailleurs que, si le marché de l'électricité venait à s'ouvrir, plusieurs options s'offrent aux SIG. Leur cœur de métier n'est pas la vente d'électricité au tarif régulé et les SIG pourraient donc créer une entité romande qui prendrait en charge le segment régulé, pour se concentrer sur les activités générant des revenus, c'est-à-dire sur le marché libre. Comme environ la moitié de l'électricité des SIG est déjà commercialisée sur ce marché, l'entreprise maintiendra ses revenus notamment en transportant de l'électricité, en gérant les compteurs et en facturant les services associés. M. Cramer explique que les SIG bénéficient également de leur statut multifluide. Lorsque certaines zones rencontrent des difficultés, d'autres secteurs peuvent compenser. Il souligne enfin que la libéralisation représente une contrainte forte pour les producteurs qui fabriquent eux-mêmes leur énergie, car ils doivent faire face à des conditions suisses plus exigeantes et à l'incertitude quant à la vente. Or, seulement 20% de l'énergie vendue par les SIG est produite en interne. Ainsi, les SIG pourraient même imaginer céder ou vendre leurs installations de production, notamment la production photovoltaïque qui n'est pas leur activité principale. Dans tous les cas, même si le peuple suisse décidait que la libéralisation du marché de l'électricité était une bonne idée, les SIG trouveraient des solutions pour s'en sortir.

Un commissaire (PLR) a noté que le développement des RTS entraînera une augmentation des charges d'exploitation. Il ne comprend pas pourquoi, puisque, si les tuyaux sont posés mais non exploités, cela ne devrait pas entraîner de charges supplémentaires ; et a contrario si les clients se connectent, des charges surviennent mais sont compensées par des revenus.

M. Cramer explique que l'augmentation des charges se situe au niveau du déploiement du réseau, ce qui nécessite des besoins d'ingénieur et de personnel, etc. Les SIG ne peuvent pas tout externaliser et, même si une partie est externalisée, cela exige des ressources à l'interne pour piloter les chantiers, contrôler et adjuger les mandats, etc.

Le commissaire demande si l'exploitation des RTS est plus chère ou moins chère que le réseau de distribution de mazout ou de gaz.

M. Cramer dit ne pas pouvoir répondre à cette question, car cela nécessiterait de connaître le coût futur pour le mazout et de savoir comment est construit le coût, entre le fluide, le fournisseur, le pipeline, etc. Pour les RTS, les SIG fabriquent l'entier du système, comme s'ils foraient la terre pour extraire du pétrole. La comparaison paraît donc compliquée à établir.

Le commissaire revient sur les investissements de 46 millions de francs dans le réseau historique et demande si cela impliquera des travaux d'enfouissement des lignes électriques.

M^{me} Athané Ryser confirme qu'il existe un plan étalé sur vingt ans pour l'enfouissement des lignes, mais qu'il ne s'agit pas de la raison principale de ce montant.

M^{me} Gauderlot explique que, dans le renouvellement perpétuel du réseau, des problèmes de jonction ont été rencontrés, lesquels ont provoqué des coupures d'électricité durant les étés 2022 et 2023, qui étaient très chauds et secs. Ce type de travaux est réalisé en permanence, en parallèle de l'extension du réseau vers de nouveaux quartiers.

M^{me} Athané Ryser ajoute que dans ces investissements figure aussi la mise à jour des postes de transformation. Elle précise qu'une analyse du plan directeur du réseau va amener des réflexions et que les travaux de renouvellement continueront d'évoluer, de façon à gérer des enjeux de flexibilité, d'intermittence ainsi que d'accroissement de la demande.

M. Cramer rappelle que les SIG ont toujours fait beaucoup pour l'entretien du réseau. Il relève aussi que l'on prête attention aux transformateurs qui se trouvent dans la rue, mais qu'il en existe des centaines dans les immeubles. Il assure que le réseau est robuste, car si l'un d'entre ne fonctionne plus, deux autres prennent le relais. L'entretien existe de tout temps, la nouveauté consiste surtout à réfléchir à la façon de réaliser certains travaux.

Le commissaire entend que les SIG engagent des efforts pour diminuer leurs charges, néanmoins il relève une augmentation de +6% d'EPT et de +1,2% pour les salaires. Il a le sentiment qu'il y a donc une certaine dichotomie entre le discours des auditionnés et les faits.

M. Cramer concède qu'il y a un certain paradoxe, mais le conseil d'administration, qui a vu ces mêmes chiffres, a estimé qu'il était nécessaire d'introduire un suivi plus régulier des investissements, des engagements, de la masse salariale, etc., ainsi qu'un suivi plus régulier des mandats effectués. Il s'agit donc d'un chantier aujourd'hui mis en route, mais qui devrait déployer ses effets dès 2026 et davantage encore dès 2027-28.

M^{me} Athané Ryser ajoute que, parmi les pistes lancées depuis trois mois, certains chiffrages concernent le court terme, d'autres le plus long terme. A

court terme, elle indique que l'entreprise peut économiser quelques millions en réfléchissant à l'évolution des métiers administratifs, ce qui inclut :

- une meilleure utilisation des outils d'intelligence artificielle, pour diminuer les fonctions de support d'assistance et de secrétariat ;
- un renforcement de la digitalisation de certains processus clients où le ratio entre le nombre de personnes et l'efficacité peut certainement être amélioré ;
- la suppression ou la diminution d'un certain nombre de sponsorings, de partenariats de recherche avec des académies ;
- une rationalisation et un blocage d'un certain nombre de mandats de conseil auparavant donnés en externe.

Concernant ce dernier point, elle indique qu'il s'agit de centraliser les décisions de validation au niveau des directions exécutives, ce qui restreint la flexibilité des niveaux inférieurs et assure un contrôle plus strict de chaque mandat.

Sur le plan de la communication, une réorganisation vise à réduire le nombre d'actions et à créer davantage de synergies. A plus long terme, l'entreprise investit dans la formation d'une centaine de collaborateurs aux méthodes d'optimisation des processus (*lead management*), ce qui implique un coût initial, mais permet ensuite des gains de ressources. Aussi, des activités auparavant externalisées, comme les évaluations lors du recrutement de cadres, sont désormais faites à l'interne.

M^{me} Athané Ryser ajoute qu'il y a aussi une volonté de limiter le nombre de niveaux hiérarchiques, notamment lorsque des salariés partent à la retraite, en réfléchissant à une réorganisation plus horizontale. Elle explique que toutes ces mesures représentent entre 3 et 5 millions d'économies concrètes, mais qu'elles restent modestes face à l'augmentation inévitable des charges : une hausse de 6% des EPT, une hausse de 25% des investissements en 2026 et la nécessité de recruter pour compenser les départs en retraite, qui s'accroissent. Sur ce dernier point, elle souhaite être très attentive au transfert de compétences, ce qui nécessite un tuilage pour assurer un transfert de compétences durant deux, trois ou six mois avant le départ en retraite. Cela implique donc un doublement des EPT sur plusieurs mois, qui est néanmoins nécessaire.

M. Cramer souligne que, depuis trois mois, le message donné à l'entreprise est non négligeable, puisque désormais les collaborateurs savent qu'ils doivent faire attention aux dépenses.

M^{me} Gauderlot ajoute que les collaborateurs l'entendent depuis longtemps, puisqu'un programme d'optimisation a été réalisé entre 2015 et 2020, qui a permis une baisse des charges d'exploitation de 8%. S'y sont ajoutés les effets du covid et de la crise énergétique, avec une période de « ventre mou », qui nécessite aujourd'hui une nouvelle impulsion, de façon plus insistante. Elle estime que les SIG ont les outils et la capacité pour conduire ce changement.

M. Cramer ajoute que les économies permettent parfois de se séparer d'un collaborateur « petit chef », qui bloque le travail des autres. Si les économies sont faites intelligemment, tout le monde y gagne, à tous les niveaux.

Le commissaire, en ce qui concerne la baisse de consommation, demande si des comparaisons avec d'autres cantons sont disponibles et si celle-ci est liée au programme éco21 ou s'il s'agit d'une tendance plus générale. Il demande si les SIG ont mesuré cela et tiennent des benchmarks.

M^{me} Athané Ryser explique que la baisse de consommation ne se produit pas uniquement à Genève, puisque le réchauffement climatique entraîne une réduction de la demande d'énergie dans l'ensemble du pays. En revanche, pour l'électricité, la tendance à la baisse a eu lieu plus tôt à Genève grâce au programme éco21. Elle rappelle par ailleurs que, depuis le 1^{er} janvier 2025, la nouvelle loi (Mantelerlass) impose à chaque gestionnaire de réseau de distribution (GRD) de justifier un pourcentage d'économies d'électricité. Les SIG ont soumis à l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) les économies d'électricité obtenues grâce à éco21 et l'OFEN a validé plus de 200 GWh d'économies, ce qui couvre les obligations des SIG pour les trois prochaines années. Les autres GRD envient aux SIG ces résultats, car cela montre que les SIG ont une avance de trois ans sur les exigences légales, ce qui leur permet également de vendre un surplus d'électricité à d'autres fournisseurs qui ne seront pas capables d'atteindre les mêmes niveaux d'efficacité aussi rapidement.

M. Cramer ajoute qu'en plus de cette validation par l'OFEN, l'Université de Genève a aussi examiné le programme éco21 et a conclu à son efficacité.

M^{me} Gauderlot revient sur la question concernant la consommation d'énergie pour l'eau, qui est de 37 GWh par année, ce qui correspond à 49 millions de m³ d'eau. Il est donc possible de faire des économies sur l'électricité grâce à l'eau, beaucoup plus que dans d'autres cantons où par effet de gravité ils n'ont pas besoin de pomper et ont moins besoin de traiter l'eau de source, plus propre que l'eau du lac.

Un commissaire (Ve) demande quel montant est investi dans la géothermie, domaine pour lequel les SIG étaient dans une phase de recherche et développement il y quelques années.

M^{me} Gauderlot précise qu'auparavant les SIG ne faisaient que de la R&D et qu'aujourd'hui l'entreprise en fait moins mais en fait encore. Le montant d'investissement est de 8 millions pour 2026, en R&D. Il s'agit d'un montant relativement faible, car peu de forages sont exploitables pour alimenter une boucle complète, pour des questions de débit ou de température. Il n'y a donc pas encore d'industrialisation de la géothermie, mais les investissements se poursuivent.

M^{me} Stückelberg ajoute que la préoccupation de passer à une phase de production a aussi été exprimée par le Conseil d'Etat, qui monitorise ce domaine dans la nouvelle convention d'objectifs. Une exploitation est prévue pour les deux dernières années de la convention, soit 2028-2029.

Le commissaire demande quel est le statut de Cheneviers IV et si le chantier avance.

M. Cramer confirme que cela avance, mais ne peut répondre de façon plus détaillée pour des raisons de confidentialité.

Un autre commissaire (Ve) s'interroge sur l'effet de la nouvelle tarification qui dissocie le kWh d'une taxe forfaitaire. Il demande si les auditionnés pourraient fournir la référence de l'ordonnance qui l'impose et il souhaiterait savoir, d'une part, comment a été calculé ce tarif forfaitaire de 6,70 francs et, d'autre part, si cela n'aura pas un effet négatif sur l'incitation à moins consommer pour les petits consommateurs. Il relève par ailleurs que, si cette taxe est multipliée par le nombre de consommateurs, le résultat est un montant de 20 à 25 millions de francs, qui correspond à l'investissement levé pour les nouveaux compteurs.

M. Cramer répond qu'il est légitime de s'interroger sur le bien-fondé d'une même taxe pour un client qui ne consomme rien et un autre qui consomme beaucoup. Il explique que cela est imposé par le droit fédéral. A Genève, les SIG avaient l'habitude d'appliquer une taxe de raccordement moins chère et de la mutualiser dans le tarif pour que les gros consommateurs paient la partie des petits. La loi fédérale l'interdit désormais. En ce qui concerne le gaz, un audit a été mené en 2024, qui a conclu que ce que font les SIG est correct, mais que l'entreprise ne facture pas suffisamment le raccordement. La facture des petits consommateurs a donc augmenté, non pas en raison du prix du gaz, mais parce qu'ils doivent désormais payer plus cher pour le raccordement. M. Cramer estime que cela va à l'encontre d'une façon plus sociale de procéder. Les SIG tentent de compenser cela par des mesures, par exemple par des aides.

En ce qui concerne le prix des compteurs intelligents, il s'agit du prix moyen par rapport aux autres distributeurs, qui se situe donc dans la moyenne et est conforme aux exigences.

M^{me} Athané Ryser assure que la concordance des chiffres relevée par le commissaire est un hasard. Elle explique que le 20% de ces 6,70 francs par mois correspond aux amortissements sur la durée de vie des compteurs, le reste étant des coûts d'exploitation avec les ressources qui vont déployer les compteurs, les charges indirectes, télécoms, informatiques, véhicules, commercialisation, etc. Les coûts de comptage et de relevé existaient déjà, néanmoins, sous l'ancienne loi, ils se trouvaient dans le timbre, facturé au prorata de la consommation, chose qui n'est donc plus possible aujourd'hui. Le timbre a certes baissé, mais ce nouveau système défavorise en effet les petits consommateurs, car le principe de causalité des coûts est plus important pour le régulateur. Elle ajoute qu'avec les *compteurs intelligents* rendus obligatoires par le droit fédéral, les données seront désormais fournies toutes les 15 minutes, et le Conseil fédéral estime que cette transparence influencera un comportement vertueux, en incitant les consommateurs à lancer leur lave-vaisselle au bon moment, par exemple. Elle reconnaît que le premier effet de ce changement n'est pas très positif. M^{me} Athané Ryser précise par ailleurs que ces 6,70 francs ont été calculés sur une base prospective dans les prochaines années et qu'un FFPA a été mis en place pour permettre de réajuster ces coûts et de les lisser si besoin. Les SIG ont également réalisé un benchmark qui montre que ce coût est dans la moyenne, Groupe E étant à 6,20 francs et les SIL à 7,50 francs notamment.

Le commissaire demande si ces montants entrent dans les comptes d'exploitation.

M^{me} Athané Ryser le confirme.

Le commissaire comprend donc que ces compteurs intelligents, bien qu'ils visent à faire des économies, débouchent tout de même sur un coût important.

M. Cramer et M^{me} Athané Ryser confirment qu'il ne s'agit pas d'une économie. M. Cramer affirme que ces compteurs s'inscrivent dans la droite ligne de la libéralisation du marché, puisqu'il s'agit *in fine* de transformer le consommateur en trader, puisqu'à terme, il aura la possibilité de changer de tarif toutes les quatre heures. Il estime qu'il s'agit en quelque sorte d'une « usine à gaz », mais rappelle qu'il s'agit d'un projet fédéral, inspiré des préceptes de l'UE.

M^{me} Gauderlot fournit la référence demandée : il s'agit du numéro RS 734.71 de l'ordonnance sur l'approvisionnement en électricité.

Un commissaire (LJS) revient sur l'utilisation du montant supplémentaire de la dette pour 2026, qui s'élève à 140 millions de francs. Il demande quel pourcentage de ce chiffre est alloué aux projets RTS, puisque ces derniers sont budgétisés à 143 millions.

M^{me} Gauderlot répond qu'il n'y a pas de financement par projets, car l'entreprise bénéficie d'une notation A et d'un profil attractif pour l'ensemble de ses activités. Si les SIG devaient pratiquer une levée de fonds uniquement pour un projet donné, par exemple les RTS, la démarche serait très compliquée car les résultats affichés sur les RTS sont négatifs.

Le commissaire relève que dans la fixation du WAC, il était question de 85% de fonds propres et de 15% de fonds étrangers.

M^{me} Gauderlot explique que le ratio appliqué dans le calcul du WAC correspond au ratio d'endettement par rapport aux fonds propres des SIG. Comme l'entreprise ne dispose pas d'une structure juridique pour chaque activité, elle applique le même ratio partout. Celui-ci va bien entendu évoluer, car l'endettement va remonter.

Le commissaire rappelle que, durant ses travaux, la commission a eu confirmation, lors d'une audition, que les SIG bénéficiaient des mêmes conditions d'emprunt sur les marchés que celles de l'Etat.

M^{me} Gauderlot affirme que cela est faux et que, lorsqu'il a fallu recapitaliser leur caisse de pension, les SIG n'ont pas bénéficié de la garantie de l'Etat et ont donc dû recapitaliser leur caisse de pension par eux-mêmes. Il n'existe donc pas de garantie explicite de l'Etat. Il est certes possible d'imaginer une garantie implicite, par exemple en cas de faillite et d'une intervention de l'Etat, mais la notation des SIG par les agences est fondée uniquement sur leurs ratios financiers et leur profil investisseurs – notamment le fait que les SIG sont actifs dans les énergies renouvelables, ce qui attire des caisses de pension, par exemple, qui souhaitent verdir leur portefeuille. Elle rappelle par ailleurs que la notation des SIG était de BBB+ en 2014 et qu'elle s'est depuis améliorée, ce qui montre que les agences ne basent pas leur estimation sur une éventuelle garantie étatique.

M. Cramer ajoute qu'il existe peut-être une logique de *too big to fail*, qui appellerait l'Etat à intervenir en cas de faillite. Mais il souligne que, si une garantie formelle existait, les SIG devraient la payer. Il ne voit pas l'intérêt d'une garantie s'il faut la payer, ce qui par ailleurs pèserait sur l'Etat.

Le commissaire relève qu'en termes stratégiques, une augmentation de la dette permettra de faire baisser les tarifs RTS.

M^{me} Gauderlot explique que, si la dette augmente trop, le taux d'emprunt augmente également. Actuellement, le ratio de dette nette sur EBITDA est de

3,5. Si ce chiffre dépasse 4, les SIG sont exposés à une dégradation possible de leur notation, donc paieront plus cher leurs emprunts. La marge investisseur comprise dans le taux de 1% ne va que croître si ce ratio se dégrade. Elle rappelle que le TRI des RTS, soit le coût du capital, est tout à fait comparable avec le marché. Il n'existe certes pas de WAC pour les RTS au niveau fédéral, donc la base de référence est plus limitée, mais les comparatifs avec des réseaux comme celui de Bâle ou de Romande Energie, montrent que le WAC des SIG n'est pas excessif.

Le commissaire se dit dérangé par le fait que la commission est exposée à différents sons de cloches sur ce sujet et qu'il serait utile de réunir les différents avis pour les confronter.

M^{me} Gauderlot répondra très volontiers si la commission souhaite tenir une audition en ce sens.

Le commissaire (PLR) rappelle que, dans le cadre des travaux de la commission des finances, il a été demandé aux SIG, pour des questions transversales, le taux d'absentéisme par office ou par service ainsi que le montant engagé pour les éventuels remplacements. Les SIG ont indiqué un taux d'absentéisme de 4,7%, ce qui lui paraît très faible, mais si confirmé très positif. En revanche, les SIG n'ont pas communiqué le montant prévu pour les remplacements ; le commissaire demande donc que ce chiffre soit transmis à la commission des finances. Il ajoute que celle-ci avait également demandé aux SIG de fournir les différentes fonctions avec leur classe salariale, ainsi que la liste des indemnités ou avantages en espèces ou en nature qui y sont rattachés, accompagnée du règlement applicable et de la base statutaire. Les SIG n'ont fourni qu'une réponse laconique, mentionnant les indemnités et avantages pour les fonctions à haute responsabilité (classes 8-14 et 15-17), mais sans préciser les montants, le règlement, ni la grille salariale. Le commissaire demande si ces éléments détaillés peuvent être également fournis.

M. Cramer répond qu'ils seront transmis, puisque la transparence prévaut.

M^{me} Gauderlot précise néanmoins que les SIG n'ont pas actuellement de mesure du coût de compensation de l'absentéisme. Les équipes en place compensent l'absence, mais il n'y a pas de mesure en place. La DRH pourra fournir le coût intérimaire, mais qui est peut-être engagé pour d'autres causes que l'absentéisme. Les SIG ont déduit de cette question qu'il fallait mettre en place un suivi de ce sujet.

M. Cramer affirme qu'il n'a pas eu connaissance d'engagements d'externes pour remplacer des personnes à l'interne.

M^{me} Athané Ryser précise que cela se fait de façon marginale. Un cas s'est présenté récemment, avec une absence de plus de six mois sur un service

composé de deux personnes, mais la plupart du temps l'intérim est assuré à l'interne.

Le commissaire explique qu'il est essentiel pour l'Etat de faire ce calcul car il s'auto-assure. Il demande si c'est également le cas des SIG.

M^{me} Gauderlot confirme que les SIG s'auto-assurent aussi. Elle affirme que la question a suscité des échanges en interne pour effectuer ce suivi, mais qu'ils ne peuvent en fournir pour le moment.

M. Cramer indique qu'il ne souhaite pas que les représentants des collaborateurs reçoivent de mauvaises idées, comme la création de ressources supplémentaires ou le remplacement systématique du personnel absent. Il se dit satisfait du système actuel, qui consiste à gérer les remplacements en interne plutôt qu'à chercher des solutions externes, et il ne voudrait pas que la question génère de mauvaises idées.

Le commissaire s'interroge sur la stratégie des SIG face à celle d'autres intervenants en Suisse, notamment du côté alémanique. Il constate en effet que certains opérateurs font du *dumping* pour tenter de prendre des parts de marché en Romandie.

M. Cramer cite son prédécesseur, Michel Balestra, qui affirmait que les SIG ne vont pas chercher de clients sur les autres marchés, car l'entreprise existe pour servir les habitants du canton et, malgré sa taille, opère un peu comme une araignée dans sa toile et son réseau genevois. Il indique que les SIG sont une entreprise de service, auprès des PME, des collectivités, des communes et de la population. Il estime que, si les SIG continuent d'être l'interlocuteur privilégié des Genevois, ces derniers resteront fidèles, car il s'agit d'un confort que de pouvoir compter sur une entreprise locale, plutôt que de devoir avoir affaire à un gros acteur romand, moins accessible car plus éloigné. M. Cramer souligne qu'il ne s'agit pas juste d'un discours et il souhaite que les PME aient conscience de la chance d'être à Genève ; il insiste sur le fait que l'entretien de ce tissu économique implique de la compréhension et de l'entraide de la part des SIG, au service de la population genevoise.

Il rappelle par ailleurs les velléités de la Ville de Genève qui pensait pouvoir gérer son électricité, mais qui est revenu vers les SIG au moment de la crise énergétique. Estimant que la seule façon crédible d'y arriver pour les SIG est de démontrer qu'ils sont une entreprise qui est à l'écoute et qui propose un service de qualité, il souligne que cela passe devant une différence de quelques centimes pour le consommateur.

M^{me} Athané Ryser ajoute que la grande majorité des clients sur le marché libre sont restés. Elle précise que Romande Energie et Groupe E vont plutôt rester chez eux ces prochaines années.

Le commissaire se dit convaincu par le discours de M. Cramer, mais relève que les investisseurs immobiliers ont une vision un peu différente. Il apporte l'exemple des Vernets et souligne que les gros montants en jeu dans l'immobilier ne s'alignent plus tout à fait avec le discours de soutien aux PME et à un service local, etc.

M. Cramer dit avoir eu deux contacts récents avec des investisseurs immobiliers et il se dit convaincu qu'il était bien plus facile pour eux de régler leurs problèmes par échange avec lui que s'ils avaient dû passer par un appel à Zurich ou ailleurs.

Un commissaire (MCG) demande quel est le nombre de frontaliers permis G au sein des SIG.

M^{me} Athané Ryser répond que, sur l'ensemble du personnel, le taux de frontaliers est de 16%, et de 20,7% sur les cadres.

M^{me} Athané Ryser conclut en rappelant que, pour 2026 et les années à venir, le secteur de l'énergie traversera une mutation profonde. Les SIG en font partie, mais ne sont pas seuls puisque les autres services industriels, en Suisse et à l'étranger, se réorganisent, repensent leur modèle d'affaires et anticipent les évolutions techniques, réglementaires et climatiques.

Elle exprime sa satisfaction personnelle de pouvoir lancer et suivre les nombreux projets rendus possibles par les investissements en cours : la modernisation des stations d'épuration, la récupération de chaleur et de biogaz dans les réseaux de gaz et de chaleur à distance, le développement du réseau électrique, ainsi que le suivi rapproché des chantiers des RTS, pour lesquels les SIG s'engageront à limiter les nuisances.

M^{me} Athané Ryser exprime son enthousiasme pour cette période de changement. Le budget présenté traduit en chiffres les actions prévues et, bien que la situation soit difficile, elle offre la possibilité d'avoir un impact réel, à condition de faire les bons choix et d'allouer les ressources adéquates. Elle se réjouit de conduire ces projets dans l'année qui vient et les suivantes, grâce à une organisation profondément repensée, à une nouvelle équipe, avec une structure qu'elle espère outillée pour relever ces défis.

Elle-même et M^{me} Gauderlot s'engagent personnellement à optimiser en profondeur les processus, sans fausses promesses, puisque les bénéfices ne seront pas visibles immédiatement dans les chiffres, mais découleront d'une réflexion approfondie sur le mode de fonctionnement afin de placer chaque investissement au bon endroit, maximiser l'impact et réduire les inefficacités liées aux pratiques historiques.

Ce renouvellement générationnel est une opportunité majeure pour repenser la structure, les niveaux hiérarchiques et les compétences requises. La

direction générale s'engage à ne jamais se reposer sur la facilité ou sur le principe du « on a toujours fait comme ça ». Le moteur de la motivation est justement de penser différemment et d'être capable de s'adapter avec agilité aux nouveaux enjeux de ce monde énergétique qui est en profonde mutation.

4. Vote sur le PL

Les commissaires ne demandant pas d'audition supplémentaire ni de délai pour se prononcer, le président soumet le projet de loi au vote.

Le président met aux voix l'entrée en matière du PL 13705 :

Oui : 12 (3 S, 2 Ve, 2 MCG, 1 LC, 4 PLR)

Non : 1 (1 LJS)

Abstentions : 2 (2 UDC)

L'entrée en matière est acceptée.

2^e débat

Le président procède au vote du 2^e débat :

Titre et préambule pas d'opposition, adopté

Art. 1 pas d'opposition, adopté

Art. 2 pas d'opposition, adopté

3^e débat

Le président met aux voix l'ensemble du PL 13705 :

Oui : 12 (3 S, 2 Ve, 2 MCG, 1 LC, 4 PLR)

Non : 1 (1 LJS)

Abstentions : 2 (2 UDC)

Le PL 13705 est accepté.

CONFIDENTIEL**Budget 2026**

Commission de l'Energie et des SIG
Commission des Finances

Audition du 14 novembre 2025

**Budget 2026****Chiffres-clés**

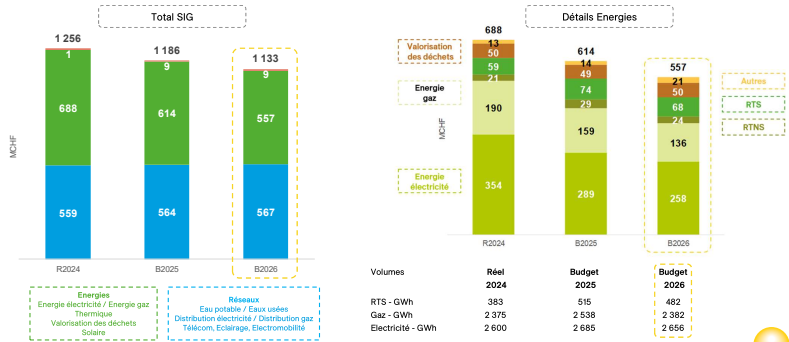
(MCHF)	R2024	B2025	B2026	
Produits	1 256	1 186	1 133	
Charges	-1 037	-941	-920	→ Dont (cf. détails pages suivantes) :
Résultat d'exploitation (EBITDA)	219	245	213	• Achats d'énergies : 401 MCHF
Résultat opérationnel (EBIT)	33	69	28	• Charges d'exploitation : 442 MCHF
Résultat de gestion	4	44	13	
Investissements	275	298	340	
Dette nette	550	614 ^(a)	752	
EPT (fin de période)	1 608	1 631	1 701	

(a) Chiffre tenant compte, comme base de départ du calcul de la dette 2026, d'une revue à la hausse (+64 MCHF) de la dette nette à fin 2025



Budget 2026

Compte de résultat - Produits

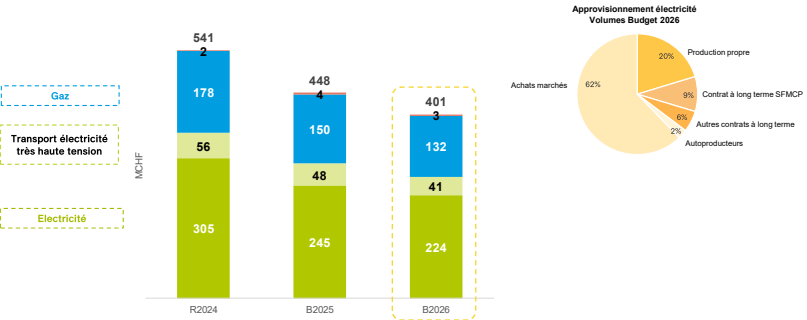


Confidentiel

3

Budget 2026

Compte de résultat - Achats d'énergies

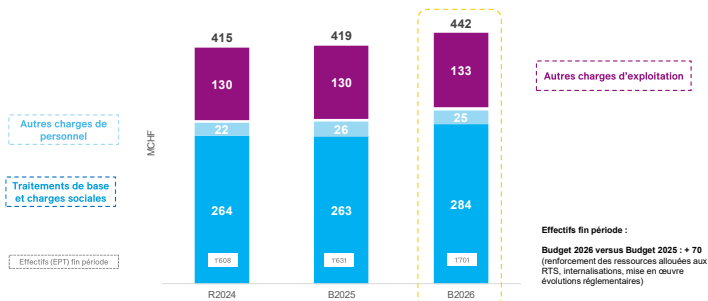


Confidentiel

4

Budget 2026

Compte de résultat - Charges d'exploitation

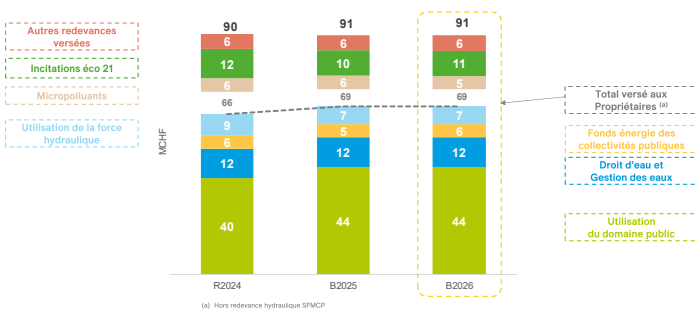


Confidentiel

5

Budget 2026

Compte de résultat - Redevances et incitations versées par SIG



(a) Hors redevance hydraulique SFMCP



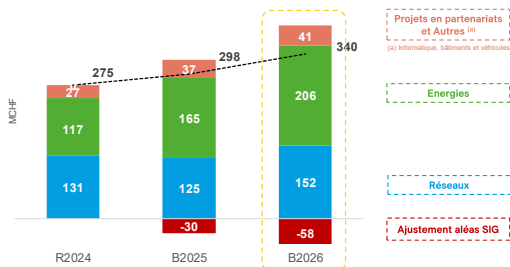
Confidentiel

6

Budget 2026

Investissements - Synthèse

Total SIG 2026 :
340 MCHF



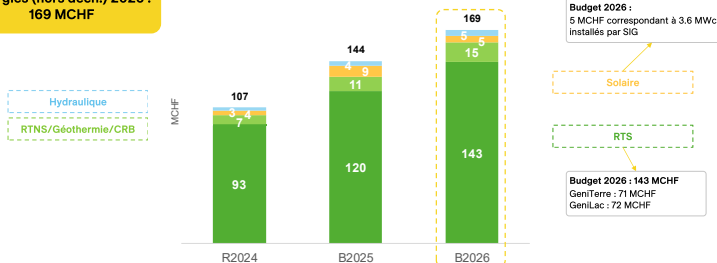
Confidentiel

7

Budget 2026

Investissements - Energies (hors déchets)

Energies (hors déch.) 2026 :
169 MCHF



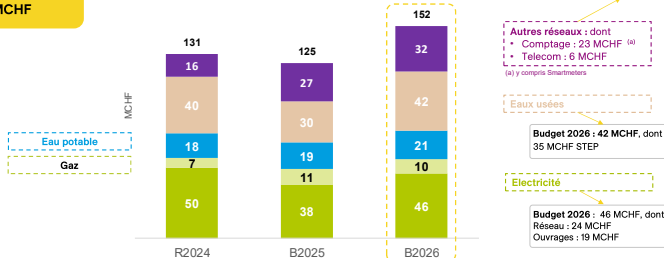
Confidentiel

8

Budget 2026

Investissements - Réseaux

Réseaux 2026 :
152 MCHF



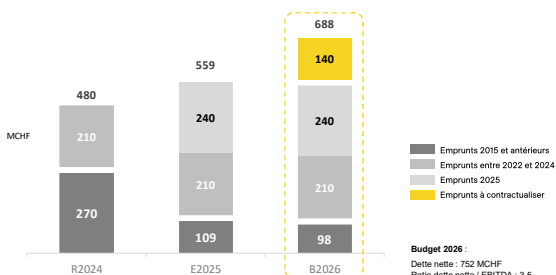
Confidentiel



9

Budget 2026

Financement - Evolution de la dette brute



Confidentiel



10